

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**DEVELOPPEMENT DU VOLONTARIAT : MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF
“ENGAGEMENT DIFFERENCIE” AU SDIS 76**

Le 11 mars 2021, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 février 2021, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code de la sécurité intérieure,*
- *la loi n° 2011-851 du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et son cadre juridique,*
- *le décret n° 2013-412 du 17 mai 2013 modifié relatif aux sapeurs-pompiers volontaires,*
- *l'arrêté du 6 juin 2013 modifié relatif aux activités pouvant être exercées par les sapeurs-pompiers volontaires,*
- *l'arrêté du 22 août 2019 relatif aux formations de sapeurs-pompiers professionnels et volontaires ;*
- *l'instruction ministérielle du 22 août 2019 INTE1921745C,*
- *la délibération du Bureau du Conseil d'administration du 05 décembre 2019,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° 2020-CA-031 du 26 novembre 2020 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*
- *l'avis rendu par le Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires (CCDSPV) le 04 février 2021.*

*

* *

L'engagement différencié fait l'objet d'une instruction du Ministre de l'Intérieur en date du 22 août 2019. Son objectif est de susciter et de dynamiser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires (SPV).

Il permet de nouvelles possibilités de recrutement, tant dans une population de candidats présentant des aptitudes médicales limitées, qu'auprès de personnes ne souhaitant s'investir que dans un ou plusieurs domaines d'activités (secours à personnes ; secours routier ; protection des personnes, des biens et de l'environnement ; incendie). Ce dispositif élargit donc le potentiel de recrutements de nouveaux sapeurs-pompiers volontaires.

Il a également pour intérêt de permettre l'allongement de la durée d'engagement des sapeurs-pompiers volontaires, en particulier dans le cadre d'aptitudes limitées.

Ces objectifs entrent dans le cadre du plan d'actions 2019-2021 pour les sapeurs-pompiers volontaires notamment les mesures n°8 et n°9 :

« Mesure n°8 : Maintenir la lutte contre les incendies comme une mission essentielle des SPV, mais ne plus en faire un postulat pour le recrutement (formation incendie).

Mesure n°9 : Créer un choc de recrutement en systématisant la possibilité de contracter un engagement différencié à tous les SPV recrutés, en particulier pour le SUAP, et en adaptant les conditions d'aptitude aux missions qui seront réellement exercées, en particulier pour le SUAP. »

Depuis le 05 décembre 2019, date de délibération du Bureau du Conseil d'administration, la formation initiale et donc la période probatoire est modifiée pour les SPV en engagement différencié ; leur engagement est possible au Sdis 76.

Proposition :

Afin de clarifier la gestion des sapeurs-pompiers volontaires en situation d'engagement différencié, il est précisé :

- au Sdis 76, le dispositif d'engagement différencié a pour objet l'activité Secours d'Urgence Aux Personnes (SUAP) exclusivement. Il est mis en place dans les Centres d'incendie et de secours (Cis) dont le chef de centre ou le chef de groupement territorial en a fait la demande au Ddsis via le groupement Ressources humaines sur la base des besoins opérationnels.
- les doubles-statuts SPP/SPV sont exclus de ce dispositif.
- la formation délivrée au sapeur-pompier volontaire en engagement différencié est réalisée par blocs de compétences suivant les fonctions qu'il va réellement exercer.
La formation initiale des SPV en engagement différencié comprend donc les blocs de compétences permettant d'exercer la fonction d'équipier SUAP.
La formation d'adaptation à l'emploi de chef d'agrès une équipe des SPV en engagement différencié comprend les blocs de compétences permettant d'exercer la fonction de chef d'agrès SUAP.
- le sapeur-pompier en engagement différencié peut choisir d'évoluer vers un engagement de sapeur-pompier exerçant l'ensemble des domaines d'activité, cible principale d'engagement du Sdis de la Seine-Maritime. Le sapeur-pompier volontaire en engagement différencié fait part par écrit de son souhait d'exercer des missions supplémentaires. L'accord lui est donné, via le groupement Ressources humaines, après avis de son chef de centre et/ou de son chef de groupement territorial sur la base des besoins opérationnels. Toutes les transitions progressives sont possibles à l'instar des sapeurs-pompiers volontaires engagés pour toutes les missions. Le parcours de formation est individualisé suivant ce changement de domaines d'activités.
- l'évolution d'un sapeur-pompier volontaire en engagement différencié SUAP est plafonné à la fonction de chef d'agrès une équipe, soit le grade de sergent et l'appellation de sergent-chef.
- un sapeur-pompier volontaire en engagement différencié SUAP n'est pas doté des Equipements de Protection Incendie (EPI).

*

* *

Le Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires (CCDSPV) a rendu un avis favorable à l'unanimité lors de sa séance du 04 février 2021.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20210311-DBCA-2021-032-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/03/2021

Affichage : 15/03/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



André GAUTIER